

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005  
SEPTIÈME ANNÉE N° 671 DU 9 OCTOBRE 2012

1801/2012 : 211<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

## LA CITATION DE LA SEMAINE

« Celui qui démarre un incendie sera à la fin dévoré par cet incendie »

### PROVERBE ORIENTAL

Suivez Nous sur }  
facebook

**LE MINISTRE DES COLONIES VICTORIN LUREL  
ET SON GOUVERNEMENT SOCIALISTE  
FONT APPEL DU JUGEMENT  
SUSPENDANT PROVISOIREMENT  
L'ÉPANDAGE AÉRIEN**



# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### LA DIRECTION POLITIQUE DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE ADRESSE SES FÉLICITATIONS À HUGO CHAVEZ

**Au nom de la Convention et des authentiques guadeloupéens , JEAN PAUL ELUTHER a transmis ses plus vives félicitations au Président vénézuélien, HUGO CHAVEZ , pour sa réélection à la présidentielle vénézuélienne qui déroulée ce dimanche 7 Octobre 2012, avec 54,42% des voix devant son rival Henrique Capriles Radonski, qui en a obtenu 44,97%. La direction politique formule ses vœux de succès au Président élu de la République Bolivarienne au moment de réassumer ses nouvelles fonctions. Nous attendons de vous le lancement de relations nouvelles avec la Guadeloupe qui malheureusement se trouve encore sous le joug colonial de la FRANCE en dépit de l'existence du droit international de la décolonisation et un renforcement de l'organisation de notre région .**

### LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS PARADOXALEMENT FAIT APPEL

Le Ministre des colonies , VICTORIN LUREL , a annoncé hier que l'état français faisait appel de la décision du Tribunal administratif suspendant l'épandage aérien pour une durée de 8 mois . Les planteurs de bananes se félicitent de cet appui. Cette déclaration a été faite hier lors de la plénière du Conseil régional consacrée à la production de l'énergie éolienne. Le Ministre des colonies , Victorin Lurel, a ainsi rappelé « qu'aucune étude n'a prouvé la toxicité du fongicide ». Si tel était le cas, il a précisé que les mesures nécessaires seraient immédiatement prises et que l'épandage

aérien serait arrêté. Et d'ajouter : « avec près de 70 000 tonnes de bananes en Guadeloupe, tant qu'aucune solution de remplacement ne sera trouvée, ce fongicide sera utilisé ». Cette décision prise le 3 octobre dernier faisait suite au recours en référé de plusieurs associations de Guadeloupe. « Aucun test n'a été effectué en condition avec le banole, l'huile utilisée dans le produit répandu sur les bananes pour lutter contre la cercosporiose ». Les planteurs de bananes ont eux aussi déclaré qu'ils faisaient appel de la décision de suspension. Se félicitant du soutien du gouvernement, leurs avocats devraient donc saisir le Conseil d'État. Maintenant , les choses sont de plus en plus claires . Il ne suffit pas d'affirmer pour se faire élire que l'on va faire disparaître le pouvoir financier . Il faut surtout agir pour lutter contre ceux qui possèdent le pouvoir économique et financier .

## **ÉCONOMIE , SOCIAL , SANTÉ**

### **LE FMI SÉVÈRE POUR L'EUROLAND**

Le Fonds monétaire international (FMI) tire la sonnette d 'alarme. La crise de la zone euro risque encore de s'aggraver si de nouvelles «mesures immédiates» ne sont pas prises par les dirigeants politiques, estime l'institution qui revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2012 et 2013. Dans son nouveau rapport sur les perspectives économiques mondiales, il s'attend à une récession plus forte cette année en zone euro, avec un recul du produit intérieur brut (PIB) de 0,4% contre 0,3% dans ses précédentes prévisions publiées en juillet. Le rebond de la croissance devrait être aussi plus limité qu'attendu: +0,2% l'an prochain au lieu de +0,7%.

Dans le détail, l'Allemagne, première économie européenne, devrait encore connaître une croissance de 0,9% par an en 2012 et 2013 (contre 1% et 1,4% dans les précédentes prévisions). La France est plus proche de la croissance zéro mais échappe à la récession: +0,1% cette année (au lieu de 0,3%) et +0,4% l'an prochain (au lieu de +0,8%). L'Insee table sur 0,2% de croissance cette année. Mais surtout selon le FMI, la part que le déficit de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale sera plutôt de 4,7% du PIB fin 2012 et de 3,5% fin 2013 alors que le gouvernement vise respectivement 4,5% et 3%. Quant à la dette publique, elle devrait atteindre à la fin de cette année 90% du PIB, selon le FMI, un chiffre proche de la prévision de l'exécutif français (89,9%) et 92,1% fin 2013, contre 91,3% prévus par le gouvernement.

En revanche, la récession devrait s'avérer plus grave que redouté en Italie, avec un recul du PIB de 2,3% cette année et encore 0,7% l'an prochain (au lieu de -1,9% et -0,3% prévus précédemment). En Espagne, la contraction de l'économie serait comme prévu de 1,5% en 2012, mais atteindrait encore 1,3% en 2013 alors que le FMI tablait jusque-là sur -0,6%. Parmi les pays sous perfusion financière, la récession serait de 6% puis encore 4% en Grèce, et de 3% puis 1% au Portugal. Hors zone euro, le FMI prévoit désormais un recul du PIB britannique de 0,4% cette année (contre une progression de 0,2% attendue auparavant), suivi d'une nette reprise l'an prochain (+1,1% au lieu de +1,4%).

Le Fonds prévient que ce scénario, déjà morose, repose sur l'hypothèse que les responsables politiques européens prendront des «mesures immédiates» pour dissiper les incertitudes. En effet, «la crise de la zone euro s'est aggravée» depuis le printemps «malgré des avancées politiques». «Si des actes supplémentaires ne sont pas mis en oeuvre rapidement, l'amélioration récente sur les marchés financiers risque de n'être qu'éphémère», estime le FMI. «Les Etats dans le besoin doivent demander les ressources» disponibles auprès des fonds de secours et de la Banque centrale européenne, affirme en outre le FMI en allusion à l'Espagne. «Il est essentiel d'assurer leur accès au refinancement à des coûts raisonnables», insiste-t-il, alors que le gouvernement de Madrid tergiverse.

## **LE PRIX NOBEL DE MÉDECINE À UN ANGLAIS ET À UN JAPONAIS**

Le Britannique John B. Gurdon et le Japonais Shinya Yamanaka sont récompensés pour leurs travaux sur les "cellules souches pluripotentes". Quelle découverte se cache sous cette expression... plutôt hermétique au commun des mortels ? La cellule souche embryonnaire, à la base de toutes celles qui forment notre corps . Notre corps a une infinité de cellules: elles sont toutes différentes en fonction de leur localisation. Il y a les neurones, les cellules de peau, les cellules hépatiques, cardiaques, etc. Ces cellules aux propriétés différentes sont dites "différenciées". Pourtant, au départ, elles partent toutes de la même cellule - la cellule souche embryonnaire. LE GRAAL DE la biologie moderne, c'est de maîtriser la différenciation des cellules souches embryonnaires. Autrement dit déterminer les conditions et les mécanismes qui font que la cellule souche embryonnaire - par définition "pluripotente", c'est-à-dire pouvant exprimer un large éventail de potentialités - va plutôt choisir de devenir une cellule musculaire, ou cardiaque, ou hépatique... Mais la recherche sur les cellules souches embryonnaires est complexe, notamment parce que ces cellules ne sont pas faciles d'accès. À la naissance d'un enfant, il est possible d'en récolter

dans le cordon ombilical... mais cela pose d'épineux problèmes d'éthiques. Il existe une solution pour palier ces problèmes: prendre des cellules adultes pour leur faire littéralement remonter le temps, afin de les faire passer de leur stade présent à celui de cellule souche embryonnaire, qu'elles ont été à un moment. Les voilà, les fameuses "cellules pluripotente induites" (IPS en anglais) ! C'EST POUR AVOIR mis au point et perfectionné ce "sérum de jeunesse" cellulaire que Gurdon et Yamanaka sont récompensés aujourd'hui. Dès 2007, le Japonais a notamment déterminé le cocktail biologique - à base de protéines, d'enzymes, etc.- capable d'agir sur les cellules adultes et leurs potentialités de multiplication et de différenciation. Aujourd'hui, les scientifiques savent, en laboratoire, faire remonter le temps à une cellule adulte. En revanche, la "recette" n'est pas assez sûre pour être employée en thérapeutique. Les implications ? Elles sont énormes. Particulièrement de renforcer l'espoir de la médecine régénératrice - celle qui permettrait, sur un patient avec une anomalie du muscle cardiaque, de lui prélever une cellule de peau pour faire en sorte qu'elle remonte le temps, provoquer sa différenciation en cellule cardiaque et finalement l'implanter sur organe endommagé qui va se réparer. Os brisé, infertilité causé par carence en spermatozoïdes ou en ovules... Cette auto-greffe peut en principe fonctionner pour n'importe quel tissu.

## **LES RÉGIONS EUROPÉENNES INQUIÈTES**

La Conférence des régions périphériques et maritimes, (160 régions en Europe), s'offusque des coupes qui menacent le budget européen. Elles anticipent un "échec retentissant" de la stratégie de l'UE sur la croissance pour 2020. Depuis quatre ans, les territoires sont aux avant-postes pour scruter les effets de la crise. Les régions périphériques et maritimes d'Europe (CRPM), qui tenaient leur assemblée générale du 3 ou 5 octobre à Białystok, en Pologne, dressent un sombre bilan : "L'année 2012 a été très difficile, notamment (pour les régions) méditerranéennes, irlandaises et portugaises, frappées de plein fouet par la crise économique mondiale", écrivent-elles dans leur déclaration finale. Des inquiétudes aiguës par l'ambiance qui préside aux négociations du budget européen pour 2014-2020. Pour maintenir ses grandes politiques (PAC, politique régionale, recherche...), l'UE a besoin d'un cadre financier de 1.033 milliard d'euros sur sept ans, estime la Commission européenne. Un budget que de nombreux Etats du nord de l'Europe veulent faire fondre de 100 milliards d'euros. Ce week-end, le Premier ministre britannique David Cameron a même menacé de faire échouer les négociations en appliquant son droit de veto. "La CRPM s'alarme de toute tentation de réduire le budget de croissance et de création d'emplois que présente le budget européen sous prétexte d'économies à court terme qui compromettraient les

investissements à long terme, écrivent les 160 régions membres de l'organisation. Si cette orientation devait se maintenir, elle conduirait la stratégie UE 2020, pourtant adoptée par ces mêmes Etats membres et par le Parlement européen à un échec retentissant." Le risque le plus grand pèse sur les régions développées, dont certains Etats ne sont pas convaincus de la nécessité de maintenir les sommes prévues par la Commission. "La moitié des investissements dans les États membres sont financés par les fonds structurels", a rappelé Ramón Luis Valcarcel Siso, récemment nommé à la tête du Comité des régions et président de Murcie. La politique de cohésion est aussi une politique "d'accompagnement de la compétitivité", a souligné de son côté Jean-Yves Le Drian, qui exerce toujours la présidence de la CRPM malgré ses nouvelles fonctions comme ministre de la Défense. Une forte diminution des crédits de la politique de cohésion réduirait à néant la proposition de redéploiement des aides au profit des "régions intermédiaires". Alors que leur PIB par habitant est compris entre 75% et 90% de la moyenne communautaire, ces territoires sont soumis aux mêmes critères d'attribution des aides que les régions riches, dont les revenus par habitant sont supérieurs à 90%. La création d'un statut spécial de territoires en transition permettrait donc à plusieurs régions (dont 10 en France) de bénéficier d'un coup de pouce financier. La cure d'amaigrissement que les Etats tentent d'appliquer au budget européen, conjuguée au clivage béant entre les pays du nord (contributeurs nets) et les amis de la cohésion (pays de l'Est et du Sud), risquent d'encalminer les négociations. Des blocages qui peuvent éclabousser les acteurs de terrain, dans l'attente de l'arbitrage financier mais également règlementaire, avec le vote des textes sur le mode d'emploi des fonds structurels et les priorités d'investissement. "Les avancées dans les négociations sur la politique de cohésion sont trop lentes, regrette la CRPM, ce qui pose un problème aux autorités de gestion qui doivent préparer les programmes opérationnels." Une question particulièrement saillante en France, où le périmètre du transfert des fonds européens aux conseils régionaux est toujours débattu. Plusieurs membres de la CRPM, représentant des régions italiennes, grecques, allemandes ou encore britanniques, ont prévu de rencontrer le président du Parlement européen, Martin Schulz, le 9 octobre afin de l'alerter sur les conséquences des scénarios budgétaires défendus par les Etats.

## **POUR LE FMI LA CROISSANCE MONDIALE VA DIMINUER**

Pour le FMI, l'économie mondiale dans son ensemble devrait progresser de 3,3% cette année et de 3,6% l'an prochain contre respectivement 3,5% et 3,9% prévus en juillet dernier... La zone Euro devrait connaître une contraction de 0,4% cette année, puis une petite reprise de 0,2% en

2013... Aux Etats-Unis, la croissance est anticipée à un peu plus de 2% cette année et l'an prochain. Enfin, en Asie, la Chine devrait connaître une croissance de 7,8% en 2012 et de 8,2% en 2013 (contre 8% et 8,5% précédemment prévu). Ce diagnostic n'a pas étonné les investisseurs en Chine, qui spéculent surtout sur de nouvelles mesures de stimulation de la part des autorités chinoises dans les prochaines semaines...

## **70 % DE RETRAITÉS VONT PAYER UN NOUVEAU PRÉLEVEMENT**

Plus des deux-tiers des retraités (70%) vont payer le nouveau prélèvement instauré dans le cadre du budget de la Sécurité sociale, soit environ 10 millions de personnes, a-t-on appris mardi dans l'entourage de la ministre aux Personnes âgées, Michèle Delaunay. Dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), le gouvernement a prévu d'instaurer un nouveau prélèvement sur les retraites de 0,15% en 2013 pour renflouer les comptes de la Sécu, puis de 0,3% en 2014 pour financer la dépendance des personnes âgées. De fait, il s'agit de soumettre certains retraités à la Contribution solidarité autonomie (CSA), créée en 2004 pour financer la dépendance des personnes âgées, alors qu'ils en sont actuellement exemptés. Les retraités assujettis à la taxe seront les retraités imposables à la CSG au taux réduit de 3,8% (qui ne payent pas l'impôt sur le revenu mais s'acquittent de la taxe d'habitation), soit 15% des retraités, ainsi que les retraités imposables à la CSG au taux de 6,6% (qui payent l'impôt sur le revenu), soit 55% d'entre eux, a-t-on indiqué dans l'entourage de Mme Delaunay. Selon la Drees (direction des études statistiques des ministères sociaux), plus de 15 millions de personnes, vivant en France ou à l'étranger, étaient retraitées de droit direct d'au moins un régime français en fin d'année 2010. Ce sont donc plus de 10 millions de retraités qui devraient payer cette taxe, qui doit rapporter 350 millions d'euros à la Sécurité sociale en 2013. La semaine dernière, Michèle Delaunay avait précisé que cette contribution représentait 1,80 euro par mois pour une retraite moyenne de 1.200 euros bruts.

## **PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

Suivez Nous sur }  
**facebook**



# AFFAIRES INTERNATIONALES

## SOCIÉTÉ MONDIALE

### POUR LA FAO LA SOUS ALIMENTATION TOUCHE 870 MILLIONS DE PERSONNES DANS LE MONDE

Selon le dernier rapport de la FAO présenté aujourd'hui à Rome, une personne sur huit dans le monde a souffert de sous-alimentation dans le monde sur la période 2010-2012. Environ 15% de la population des pays en développement sont touchés. La sous-alimentation continue de reculer dans le monde, mais de manière très inégale selon les régions. Selon le rapport 2012 sur «l'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde», présenté ce matin par les trois organismes des Nations Unies basés à Rome -l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) -, la sous-alimentation a reculé plus vite que prévu par rapport aux années 1990. Mais le recul s'est ralenti et tassé depuis la grande récession de 2007-2008. Surtout, si la situation s'améliore sensiblement en Asie et en Amérique latine, l'Afrique continue à s'écarter de sa cible. Pour les experts de la FAO, si la croissance économique est nécessaire pour réduire la faim et la malnutrition, encore faut-il qu'elle s'accompagne d'«une action volontariste et déterminante des pouvoirs publics pour créer un environnement propice à une croissance économique à long terme en faveur des pauvres» en s'appuyant sur un système de gouvernance amélioré et transparent. Selon les estimations du rapport sur «l'insécurité alimentaire dans le monde», 870 millions de personnes sont encore sous-alimentées dans le monde (12,5% de la population mondiale), dont l'immense majorité (852 millions de personnes) vit dans les pays en développement (soit 14,9% de leur population). Si le rythme des 20 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, on devrait se rapprocher de l'objectif du Millénaire pour le développement fixé par l'ONU visant à réduire de moitié le pourcentage des personnes souffrant de faim



chronique pour 2015 (par rapport à 1990) -sans l'atteindre -, en passant de 14,9% à 12,5% dans les pays en développement en trois ans. Selon ses nouvelles estimations, basées sur une méthodologie «améliorée» pour calculer l'indicateur de la sous-alimentation, la FAO note que les crises des prix alimentaires et la récession semblent avoir eu un impact moins important que prévu sur l'aggravation de la faim dans le monde sur la période 2007-2010. Tout en notant que la grande récession n'a eu qu'un faible impact dans nombre de pays en développement et que les hausses de prix des denrées alimentaires ont été très faibles en Chine, en Inde et en Indonésie, le rapport souligne, toutefois, les limites de sa méthodologie par rapport aux «chocs de courte durée». Malgré les progrès enregistrés sur le terrain de la malnutrition, le rapport souligne aussi que les carences en micro-aliments (la faim sous-jacente) affectent près de 30% de la population mondiale, contribuant à des taux de maladie et de mortalité importants dans certaines régions. Ainsi, en Inde, les retards de croissance dus à la malnutrition et aux carences en fer ou en iode sont responsables d'une «perte de productivité» équivalente à 2,95% du PIB annuel national. Et au Sierra Leone, les carences en fer chez les femmes travaillant dans le secteur agricole représentent un surcoût de 94,5 millions de dollars sur cinq ans. En revanche, certains pays comme le Bangladesh ont enregistré des progrès sensibles en matière de nutrition au cours des 20 dernières années grâce à l'accélération de la croissance économique et au doublement du PIB par tête d'habitant entre 1990 et 2010. Le coût de la malnutrition y représente encore, toutefois, une perte de productivité annuelle estimée à 1 milliard de dollars au Bangladesh, le pourcentage de population touchée par un retard de croissance lié à la malnutrition (41%) restant très élevé. Enfin, le rapport de la FAO note les effets pervers de l'urbanisation galopante et de la hausse des revenus sur le processus de transition vers une nutrition équilibrée, avec une forte augmentation de la surnutrition et de l'obésité dans certains pays. Ainsi, selon les données croisées de la FAO et de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), le nombre de personnes surpondérées ou obèses (plus de 1,4 milliard d'adultes) a désormais largement dépassé celui des personnes sous-alimentées dans le monde. L'obésité a même doublé au niveau mondial depuis 1980, ce qui contribue à engendrer un «double fardeau de la malnutrition».

Suivez Nous sur }  
**facebook**

### HUGO CHAVEZ LANCE UN APPEL À L' UNITÉ NATIONALE

Le Président Hugo Chavez a lancé un appel à l'unité nationale après sa victoire électorale hier par une large marge sur le candidat de l'opposition Enrique Capriles. Hugo Chavez a invité toutes les forces politiques du Venezuela à travailler de concert pour le bien être et la paix de la nation sud-américaine. S'adressant depuis le balcon du Palais de Miraflores à des milliers de personnes venues célébrer sa victoire, le chef de l'état a félicité le peuple vénézuélien pour cette journée qu'il a qualifié de mémorable. « Je veux saluer le peuple vénézuélien, les 30 millions de Vénézuéliens qui parcourent cette patrie de Simon Bolivar, je veux les féliciter tous pour cette journée mémorable, pour cette démonstration de démocratie que nous avons donnée, avec une participation de plus de 80% des électeurs. » Hugo Chavez a également félicité les opposants : « Ma reconnaissance aussi à ceux qui ont voté contre nous, une reconnaissance pour la démonstration civique dont ils ont fait preuve et cela bien qu'ils ne soient pas d'accord avec la proposition bolivarienne, mais je suis presque sûr qu'un nombre croissant d'entre eux seront d'accord avec la Constitution bolivarienne, je commence donc en les félicitant eux, en félicitant les dirigeants de l'opposition qui ont reconnu la vérité, qui ont reconnu la victoire du peuple. Notre reconnaissance au candidat de la droite et à son commando de campagne qui viennent d'annoncer qu'ils reconnaissent la victoire bolivarienne. Il s'agit d'un pas important dans la construction de la paix au Venezuela, de la coexistence de nous tous. » Il a salué le fait que les opposants n'ont pas fait le jeu de ceux qui concoctaient des plans de déstabilisation. Il a appelé l'opposition au dialogue, au débat, à travailler ensemble. « Jamais auparavant nous n'avions eu un pays comme celui que nous avons aujourd'hui du point de vue moral, social, politique, économique et culturel- a déclaré le président qui a exhorté tous les Vénézuéliens à apporter leur contribution pour renforcer la patrie. Hugo Chavez a félicité les autorités électorales, tous les membres des bureaux de vote, tous ceux qui ont contribué au succès de cette journée électorale, les soldats qui ont garanti la sécurité durant les élections. » Nous avons démontré que notre démocratie est l'une des meilleures au monde et nous continuerons à le démontrer- a précisé Hugo Chavez. Il a félicité les membres de son commando de campagne Carabobo, tout spécialement le chef Jorge Rodríguez. Hugo Chavez a expliqué que jusqu'à présent, le processus de transformations sociales s'est imposé dans 20 des 23 états et dans la capitale. Il a signalé que dans des états gouvernés par des représentants de l'opposition comme Nueva Esparta, Zulia et Carabobo, la majorité de la population a voté pour l'option socialiste. « Il n'y aura pas de

force impérialiste, si grande soit elle, pouvant dominer le peuple de Simón Bolívar- a déclaré Hugo Chavez qui a assuré que le Venezuela ne retournera jamais au néo libéralisme, qu'il continuera d'avancer vers le socialisme. Le président Chavez a remercié les présidents cubain et argentin de leurs félicitations, ainsi que les visiteurs d'autres pays qui ont accompagné le processus électoral au Venezuela.

**PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**



## **ÉTAT DES MARCHÉS**

### **ASIE**

Les Bourses asiatiques évoluent en ordre dispersé ce mardi matin, après la mise en garde du FMI contre un risque accru de récession mondiale... A Tokyo, l'indice Nikkei cède 1% peu avant la clôture, tandis qu'à l'inverse, Hong Kong gagne environ 1% et le Shanghai Composite rebondit de 2% dans l'espoir de mesures de soutien à l'économie chinoise... De son côté, Taiwan cède 0,3%, Séoul perd 0,1%, Sydney gagne 0,5%, Singapour recule de 0,2% et Bombay (indice BSE Sensex) gagne 0,8% en début de séance. Hier à Wall Street, le Dow Jones a finalement cédé 0,2% et le Nasdaq a reculé de 0,7%, sur fond d'inquiétude sur la croissance mondiale et concernant la saison des résultats du 3ème trimestre, qui démarre aujourd'hui avec le géant de l'aluminium Alcoa. Après la Banque Mondiale et la Banque asiatique de développement, le FMI a publié à son tour ses nouvelles prévisions sur l'économie mondiale, revues à la baisse. Les marchés anticipaient le contenu ce rapport, mais peut-être pas la sévérité de la mise en garde qui accompagne les chiffres... Le FMI a ainsi estimé que "les risques d'une récession mondiale sévère sont à un niveau élevé alarmant"... La crainte principale des experts internationaux est que la crise de la zone Euro s'exacerbe, et que les interventions promises par la BCE ne suffisent pas à rassurer les marchés sur la survie de l'Euro.

### **ÉTATS UNIS**

Wall Street a terminé la séance nettement dans le rouge mardi, plombée par la diffusion de perspectives économiques peu encourageantes et par les mauvaises performances des valeurs technologiques: le Dow Jones a reculé de 0,81% et le Nasdaq de 1,52%. Selon des chiffres définitifs, le Dow Jones Industrial Average a perdu 110,12 points à 13.473,53 points, et le Nasdaq, à dominante technologique, 47,33 point à 3.065,02 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a clôturé en baisse de 0,99% (-14,40 points) à 1.441,48 points. "La croissance mondiale semble ralentir,

comme le montre les récentes prévisions, et les investisseurs craignent que l'économie soit en récession", a souligné Andrew Fitzpatrick, de Hinsdale Associates.

## **EUROPE**

Le CAC40 (-0,7%) a clôturé sous les 3.400Pts, presque au plus bas du jour (mais pas 'exactement', comme la veille). Paris somnolait autour de l'équilibre jusqu'à l'ouverture de Wall-Street, dans de faibles volumes: l'activité s'est un peu réveillée au cours des 90 dernières minutes avec 1 milliard d'Euro échangés en plus, mais 2,6MdsE, cela ne traduit pas des dégagements très impressionnants. La tendance s'est alourdie en Europe en fin de journée et l'Euro-Stoxx50 recule de 0,95% tandis que le FTSE perd -0,55%, le DAX -0,8% et Madrid -1,85%. Les investisseurs n'étaient de toutes façons pas enclins à prendre des risques à quelques heures des résultats d'Alcoa, tandis que le consensus table pour l'ensemble des valeurs du 'S&P' sur un recul global compris entre -2% et -2,5% (-2,3% serait le consensus médian).

## **CHANGE**

L'euro restait en petite baisse face au dollar mardi, dans un marché préférant opter pour la prudence du fait d'incertitudes persistantes sur les perspectives économiques de la zone euro, malgré le lancement officiel la veille du Mécanisme européenne de stabilité (MES). Vers 13H00 GMT, l'euro valait 1,2946 dollar, contre 1,2968 dollar lundi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne reculait également face à la devise nippone, à 101,35 yens contre 101,52 yens lundi soir. Le dollar se stabilisait face à la monnaie japonaise, à 78,28 yens contre 78,29 yens la veille. "Les inquiétudes sur la croissance économique mondiale continuent d'assombrir l'humeur" des cambistes, ce qui "pèse sur leur appétit pour les investissements à risque", comme l'euro, commentait Ishaq Siddiqi, analyste chez ETX Capital. Réunis lundi à Luxembourg, les ministres des Finances des pays membres de l'Union monétaire - par ailleurs gouverneurs du MES, la principale arme de la zone euro pour lutter contre la crise de la dette - ont signé l'acte de naissance de cet instrument financier doté d'un fonds de 500 milliards d'euros. Vers 13H00 GMT, la livre britannique progressait un peu face à l'euro, à 80,77 pence pour un euro, et se stabilisait face au billet vert, à 1,6028 dollar. La devise helvétique reculait face à l'euro, à 1,2114 franc suisse pour un euro, comme face au billet vert, à 0,9358 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a fini à 1.770,75 dollars au fixing du matin contre 1.773,50 dollars lundi soir. La devise chinoise a terminé à 6,2884 yuans pour un dollar contre 6,2871 yuans la veille.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les prix du pétrole confortaient leur rebond mardi en fin d'échanges européens, soutenus par les violences entre la Syrie et la Turquie, qui laissent redouter des perturbations de l'offre de brut, mais le marché restait cependant hanté par les craintes sur une économie mondiale morose. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 113,46 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,65 dollar par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance montait de 1,99 dollar à 91,32 dollars. Les cours du brut "tirent un soutien du ralentissement de la production en mer du Nord", en raison du

redémarrage plus lent que prévu de plateformes dans la région après une période de maintenance en septembre, "mais surtout des tensions persistantes au Moyen-Orient", soulignait Andrey Kryuchenkov, analyste de VTB Capital, citant les violences transfrontalières entre la Syrie et la Turquie.

**PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA**



## **M**ANAGEMENT ET DROIT

### **SMARTPHONES ET TABLETTES PERSONNELS, UN DÉFI POUR LES ENTREPRISES**

Le Bring Your Own Device (ou Apportez Votre Propre Appareil en français) représente l'avenir de l'informatique et de la communication en entreprise. L'urgence est aujourd'hui pour les organisations de savoir comment adopter une pratique incontournable tout en minimisant ses risques. Le BYOD est une évolution aussi profonde que rapide. Cette tendance montre de toute évidence que les frontières entre vie personnelle et vie professionnelle deviennent de plus en plus floues. Travailler 35 heures, uniquement depuis son lieu de travail, est devenu un modèle archaïque : de plus en plus de personnes effectuent des heures supplémentaires et travaillent depuis différents endroits y compris depuis leur lieu de travail, à l'extérieur, pendant leur trajet, et de la maison. Nous vivons dans un environnement de travail véritablement global, 24h/24 et 7 jours/7, et il n'est pas surprenant de recevoir des emails professionnels tard dans la soirée. L'essentiel de cette évolution se traduit par la possibilité d'accéder aux réseaux d'entreprises de n'importe où, n'importe quand. La gamme d'outils qui permet cette connectivité constante est devenue plus puissante, avec les ordinateurs portables, tablettes et smartphones qui permettent d'accéder à un panel d'applications d'entreprises et de communications, tandis que le cloud computing étend efficacement le bureau hors du bureau. Une recherche récente a indiqué que la productivité induite par le fait d'utiliser son propre matériel pourrait être un mythe si cette pratique n'est pas dûment prise en compte par l'organisation, la réalité étant que le BYOD pose en pratique de nouveaux défis de sécurité qui pourraient l'emporter sur les avantages. L'étude menée dans 15 pays commanditée par Fortinet a examiné les attitudes à l'égard du BYOD et la sécurité du point de vue des utilisateurs, focalisé plus particulièrement sur les salariés actifs disposant d'un diplôme universitaire ou équivalent âgés de 20 à 29 ans. Ce groupe représente la première génération à entrer dans l'entreprise avec une compréhension et des attentes en matière d'utilisation de son propre appareil mobile. Ils sont également les « influenceurs » et décideurs de demain. Pour les jeunes salariés, le BYOD est considéré comme un droit plutôt qu'un privilège, avec plus de la moitié (55%) des personnes souhaitant être autorisées à utiliser leurs propres appareils au travail ou à des fins professionnelles. Avec ce niveau d'attente, le véritable risque est que les salariés ignorent la politique de l'entreprise interdisant l'utilisation des appareils personnels. Plus d'un tiers (36%) des sondés ont

ainsi admis avoir, ou seraient prêts à transgresser un telle politique. Cependant, cette dernière statistique, aussi inquiétante soit-elle, varie en fonction des pays, et positionne l'Inde comme étant le territoire le plus risqué. Il est surprenant de constater que 66% des sondés en Inde soient prêts à transgresser la politique de l'entreprise. Seulement 26% des personnes interrogées dans cette catégorie d'âge citent l'efficacité comme la raison pour laquelle ils veulent utiliser leurs propres appareils, alors que 33% admettent que la principale raison est qu'ils aient accès à leurs applications préférées. Mais, avec les applications personnelles à portée de main, les risques pour l'entreprise incluent certainement la distraction et la perte de temps. Pour étayer cette hypothèse, 46% des sondés reconnaissent la perte de temps comme la plus grande menace pour l'organisation, et 42% y voient une plus grande exposition aux menaces IT malveillantes et le vol ou la perte de données confidentielles. Pourtant, même avec de tels inconvénients, seulement 27% pensent que les risques l'emportent sur les avantages pour leur organisation. De toute évidence, d'un point de vue utilisateur, il y a une grande part de contradiction autour du BYOD. Ils reconnaissent les risques pour l'organisation mais sont convaincus que les risques valent la peine d'être pris. L'enquête Fortinet suggère que gagner la coopération et le respect des salariés pourrait s'avérer plus difficile à obtenir qu'il n'y paraît. Deux tiers (66%) des personnes interrogées se considèrent elles-mêmes être finalement responsables de la sécurité de leurs propres appareils, et seulement 22% pensent que c'est l'entreprise qui est responsable. Bien que les propriétaires soient plus heureux d'utiliser leurs propres appareils dans l'environnement du travail, ils pourraient être très réfractaires à ce que l'organisation mette des limites sur l'utilisation ou intervienne sur leurs appareils personnels pour installer des mesures de sécurité. La pleine mesure de ce délicat équilibre auquel fait face l'organisation est finalement dévoilée avec le fait que près d'une personne sur 5 envisage de ne pas utiliser leurs propres appareils s'ils sentent que les systèmes de sécurité de l'organisation sont vulnérables au point de poser un réel risque envers leurs propres données personnelles. Du point de vue de l'utilisateur, le BYOD est une pratique qui s'aborde sous ses propres conditions. Il faudra faire avec ! Alors que le BYOD n'est pas prêt de disparaître, l'enquête de Fortinet montre que les organisations doivent aborder la question au plus tôt si elles veulent bénéficier de tous les avantages d'une pratique contre laquelle elles auront beaucoup de mal à résister.

**PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM**

Suivez Nous sur }  
**facebook**



# TABLEAU DE BORD

## LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire ( **1120 net** ).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

## INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

## POPULATION

POPULATION 2010: 407 205 habitants

## OFFRE

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand ( 3,1 )

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

## DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

## PRIX

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

## EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN JUILLET : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN JUILLET :NC

## NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

**PRÉPARÉE PAR L 'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS  
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

**INTERNET :** SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;  
**FACEBOOK** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

## **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

## **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire**

*Suivez* Nous sur }  
**facebook**



**LA NATION**

**LE REGARD DES GUADELOUPÉENS**

**SUR LA GUADELOUPE**

**ET**

**SUR LE MONDE**